**CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE**

*6 bis rue Olivier de Clisson
B.P. 161
56005 VANNES CEDEX*

**Tél. : 02.97.68.16.00
Fax : 02.97.68.16.01**

**Circulaire n° 06-05
Du 3 mars 2006**

**RÉMUNÉRATION
RÉGIME INDEMNITAIRE**

*GUIDE DU
RÉGIME INDEMNITAIRE
DES FONCTIONNAIRES
TERRITORIAUX*

Références : - Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires, article 20 (*J.O. du 14 juillet 1983*),

- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, article 88 (*J.O. du 27 janvier 1984*),

- Loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, article 68 (*J.O. du 17 décembre 1996*),

- Décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 modifié relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'État et des fonctionnaires des collectivités territoriales (*J.O. du 18 juillet 1985*),

- Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (*J.O. du 7 septembre 1991*),

- Décret n° 97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres (*J.O. du 1^{er} juin 1997*),

- Décret n° 2003-1012 du 17 octobre 2003 modifiant le décret n° 2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale (*J.O. du 24 octobre 2003*),

- Décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux (*J.O. du 24 octobre 2003*),

- Décret n° 2004-1226 du 17 novembre 2004 portant modification de certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (*J.O. du 19 novembre 2004*),

- **Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005 portant majoration à compter du 1^{er} novembre 2005, de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*J.O. du 21 octobre 2005*),**

- **Décret n° 2005-1344 du 28 octobre 2005 portant modification du décret n° 87-1107 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C (*J.O. du 30 octobre 2005*),**

- **Décret n° 2005-1345 du 28 octobre 2005 portant modification du décret n° 87-1108 du 30 décembre 1987 fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux (*J.O. du 30 octobre 2005*),**

- **Décret n° 2005-1346 du 28 octobre 2005 portant modification de diverses dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C (*J.O. du 30 octobre 2005*),**

Le régime indemnitaire des agents territoriaux recouvre l'ensemble des primes et indemnités instituées par les textes législatifs ou réglementaires conformément à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'État et des fonctionnaires des collectivités territoriales précise que "les fonctionnaires [.....] ne peuvent bénéficier d'aucune indemnité autre que celles fixées par une loi ou un décret".

RAPPEL : La modification des corps de référence institué par le décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003 rend éligible à l'indemnité d'administration et de technicité et à l'indemnité d'exercice des missions des préfectures les fonctionnaires et agents non titulaires territoriaux relevant des cadres d'emplois suivants : agent de maîtrise, agent technique, agent territorial des services techniques et gardien d'immeuble.

A contrario, par l'effet du changement d'équivalences, les agents de maîtrise, les agents techniques et les gardiens d'immeubles ne peuvent plus percevoir la prime de service et de rendement et l'indemnité spécifique de service dont ils bénéficiaient antérieurement lorsque leurs corps de référence étaient ceux du ministère de l'Équipement. De même, les agents des services techniques et les agents de salubrité ne peuvent pas ou plus être éligibles à la prime technique de l'entretien des travaux et de l'exploitation s'ils bénéficient de l'indemnité d'administration et de technicité.

Le décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux abroge l'article 5 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 qui instituait l'indemnitaire supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire. Il convient de délibérer selon les nouvelles dispositions étant donné que l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire est devenue obsolète depuis octobre 2003.

L'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et le décret d'application n° 91-875 du 6 septembre 1991, fixent le contenu du régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux qui est encadré par deux principes :

- le principe de légalité (existence d'un fondement réglementaire à toute prime ou indemnité),
- le principe de parité (respect de l'équivalence des grades et des fonctions des fonctionnaires de l'État).

A NOTER : *que deux dispositions autorisent les assemblées délibérantes à maintenir à titre individuel un régime indemnitaire qui n'a plus un caractère réglementaire.*

1° - Article 88 susvisé :

"L'assemblée délibérante [...] peut décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire".

ATTENTION : Suite à la réforme au 1^{er} novembre 2005 de la carrière des fonctionnaires territoriaux de catégorie C, les membres du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux ont été reclassés dans le cadre d'emplois des agents territoriaux des services techniques ou dans celui des agents techniques territoriaux. Ils ne sont dès lors plus éligibles à l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux. Si la collectivité souhaite maintenir à ces fonctionnaires un montant de régime indemnitaire identique, elle leur attribuera l'indemnité d'administration et de technicité et l'indemnité d'exercice de missions des préfectures éventuellement ajustées au moyen des coefficients multiplicateurs.

Dans l'hypothèse d'une diminution avérée, elle pourra maintenir, à titre individuel, à chaque fonctionnaire le montant indemnitaire dont il bénéficiait antérieurement. Pour ce faire, elle l'indiquera dans la délibération en précisant également la (les) somme(s) considérée(s).

2° - Article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 :

" [...] les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement " (primes de fin d'année ou 13^{ème} mois versés avant 1984 par les amicales, les comités d'œuvres sociales ou les collectivités).

Cette circulaire présente la procédure de mise en œuvre du régime indemnitaire ainsi que l'ensemble des primes et indemnités liées à l'appartenance à un cadre d'emplois par équivalence aux corps des fonctionnaires de l'État.

I – MISE EN ŒUVRE DU RÉGIME INDEMNITAIRE

PRINCIPE GÉNÉRAL

Le principe général s'applique aux primes et indemnités liées tant à des fonctions ou sujétions particulières qu'à des cadres d'emplois ou filières.

La loi du 26 janvier 1984, article 88, donne compétence **aux assemblées délibérantes** des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour fixer par délibération le régime indemnitaire de leur personnel dans la limite de celui dont bénéficient les différents services de l'État. Le régime indemnitaire présente donc un caractère facultatif.

Le décret n° 91-875 modifié précise que le régime indemnitaire fixé pour les différentes catégories de personnel ne doit pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'État exerçant des fonctions équivalentes.

a) - **L'assemblée délibérante fixe** : la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des primes et indemnités applicables aux agents de la collectivité.

Lorsque les textes ne le précisent pas, **elle détermine** : la périodicité des primes ; elle peut fixer la liste des grades ou des emplois bénéficiaires.

Elle définit également **des critères d'attribution** (responsabilité, ancienneté, manière de servir, condition d'exercice des fonctions (disponibilité, sujétions...)).

Pour la détermination du montant des primes et indemnités, seuls les **emplois inscrits au budget de la collectivité et effectivement pourvus** sont pris en compte. Il est par contre possible de ne prendre en compte qu'une partie des emplois.

b) - **L'autorité territoriale détermine** dans la limite du crédit global, le **taux individuel** applicable à chaque agent. Elle fixe par arrêté individuel les sommes qui leur sont attribuées ; ledit arrêté doit être notifié au bénéficiaire. Cet arrêté est joint à la délibération lors de la transmission au comptable du trésor public des mandats portant versement des indemnités.

Le décret n° 2003-301 du 2 avril 2003 (*J.O. du 3 novembre 2003*) a modifié l'article D 1617-19 de la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales, relatif à la liste des pièces justificatives devant être obligatoirement fournies au comptable public. En effet, le comptable public est tenu d'exiger non seulement la décision de l'assemblée délibérante mais également l'arrêté fixant le taux individuel applicable à chaque agent.

N.B : - *Le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux peut être étendu par délibération aux agents non titulaires de droit public, et notamment aux agents contractuels nommés par référence à un cadre d'emplois.*
- *En cas de création au cours d'une année d'un emploi ouvrant droit au régime indemnitaire, il est conseillé de prévoir dans la délibération afférente, les primes et indemnités concernées et, au budget, les crédits nécessaires.*

Les tableaux suivants présentent l'ensemble des primes et indemnités liées à l'appartenance à un cadre d'emplois et à une filière et indiquent le corps de référence dans la fonction publique de l'État.

En effet toute prime ou indemnité prévue pour les fonctionnaires de l'État peut être étendue par délibération aux fonctionnaires territoriaux correspondants même si un texte particulier n'est pas publié pour la fonction publique territoriale.

II – RÉGIME INDEMNITAIRE ET ÉLOIGNEMENT TEMPORAIRE DU SERVICE

Lorsque l'agent public se retrouve éloigné temporairement du service notamment en raison d'une indisponibilité physique ou compte tenu d'un congé pour maternité, paternité ou adoption, le maintien ou non du régime indemnitaire constitue une question récurrente.

Il convient en l'occurrence de rappeler au préalable deux points :

- le régime indemnitaire des agents des collectivités locales présente un caractère facultatif ; l'assemblée délibérante est libre de l'instaurer ou non (principe constitutionnel de libre administration des collectivités locales),

- l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale organise notamment la protection statutaire du fonctionnaire placé dans certaines situations. Il prévoit ainsi le maintien pendant une certaine durée de tout ou partie du traitement au fonctionnaire qui bénéficie d'un congé de maladie ordinaire, pour accident de service, maladie professionnelle ou assimilée, de longue maladie, de longue durée, pour maternité ou adoption et de paternité. Il s'agit du traitement indiciaire brut (dans certains cas complété des accessoires que sont le supplément familial de traitement et l'indemnité de résidence) et non de la rémunération qui comprend aux termes de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires "le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire", qui est encore définie par le Conseil d'État comme "le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et les autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur" (*C.E. n° 245601 du 29 janvier 2003 - M. B.*).

Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale organise, sous réserve de quelques adaptations, un régime de protection similaire au profit desdits agents.

Le Conseil d'État considère tout d'abord que lorsqu'une prime ou indemnité n'a pas un caractère forfaitaire, elle peut être suspendue pendant les périodes où l'agent n'exerce pas effectivement ses fonctions en raison par exemple de son placement en congé de maladie. Il en a jugé ainsi à propos de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions des agents de police municipale (*C.E. n° 146301 du 14 juin 1995 - Commune de Septème les Vallons*). La difficulté consiste toutefois à identifier les primes et indemnités à caractère forfaitaire et celles liées à l'effectivité du service fait. La jurisprudence est alors fluctuante (*C.E. du 14 juin 1995 précité, C.E. n° 125327 du 26 mai 1995 - Ministre des Affaires Sociales c/ M. M. ; n° 223899 du 26 février 2003 - A.P.H.P. c/ Mme C ; C.A.A. de Paris n° 98PA01329 du 2 octobre 2002 - Syndicat C.G.T. c/ O.P.H.L.M. d'Aubervilliers.*).

La Haute juridiction a plus récemment estimé que l'indemnité de sujétions spéciales des personnels des services actifs de la police nationale ne pouvait être maintenue en cas de congé de longue maladie et de longue durée car aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoit (*C.E. n° 221334 du 10 janvier 2003 - Ministre de l'Intérieur c/ M. L.*).

Certains auteurs ont décelé là un revirement de jurisprudence et ont conclu à une application entre autres au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale.

Il est cependant intéressant de se référer à la réponse apportée par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire à un parlementaire à propos de l'application du régime indemnitaire dans les collectivités territoriales (*Question écrite Assemblée Nationale n° 32383 - J.O. du 18 mai 2004*).

Sur la base des dispositions de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée qui énonce que "l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local fixe, par ailleurs, les régimes indemnitaires dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État" et de celles de l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié qui précise que : "l'assemblée délibérante de la collectivité ou le conseil d'administration de l'établissement fixe la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables aux fonctionnaires de ces collectivités ou établissements", le ministre a indiqué que l'ensemble des règles du régime indemnitaire doit être établi avec précision dans la délibération et notamment les possibilités de moduler le versement des primes et indemnités en période d'absence de l'agent pour cause de maladie.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la modulation du versement des avantages collectivement acquis n'est possible que lorsque le principe en a été arrêté avant le 26 janvier 1984 (*Conseil d'État n° 105003 du 15 février 1995 – Syndicat central des municipaux de Lille, F.O.*).

En définitive, on peut donc légitimement penser que :

- en l'absence de précisions dans la délibération sur le sort des primes et indemnités en cas d'éloignement temporaire du service justifié par un congé, ces dernières sont maintenues (sauf exceptions liées à la nature particulière de la prime ou de l'indemnité, par exemple indemnité horaire pour travaux supplémentaires),
- l'assemblée délibérante ou le conseil d'administration peut légalement prévoir des modulations, et notamment la diminution du montant des primes et indemnités au prorata de la durée d'absence y compris celle liée à un accident de service, à une maladie professionnelle ou assimilée, à la maternité, à la paternité ou l'adoption ; elle doit cependant en exclure celles relevant d'un régime particulier de modulation (prime de responsabilité emplois administratifs de direction, prime de service éducateur jeunes enfants → à vérifier systématiquement au préalable en se reportant au texte) et ne pas prendre en compte celles liées à l'accomplissement d'un service (pas de service = pas de prime, I.H.T.S., indemnité de travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants),
- l'assemblée ou l'organe délibérant peut éventuellement conférer au régime indemnitaire un caractère forfaitaire afin de prévoir son maintien en cas de congé annuel, de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie, de longue durée, pour accident de service, maladie professionnelle ou assimilée, de maternité, d'adoption ou de paternité, en précisant en revanche qu'il suivra le sort du traitement notamment en cas de congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée rémunéré à demi-traitement (exceptions, voir ci-dessus).

III – RÉGIME INDEMNITAIRE ET RÉGIME PUBLIC DE RETRAITE ADDITIONNEL OBLIGATOIRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

L'article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a instauré un régime de retraite additionnel de la fonction publique.

Le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et l'arrêté du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État du 26 novembre 2004 en ont fixé les modalités de mise en œuvre.

Le régime public **obligatoire**, par répartition provisionnée (cotisations des actifs) et par points permet de verser aux fonctionnaires de l'État, des collectivités territoriales (affiliées à la C.N.R.A.C.L.) et des établissements hospitaliers une retraite additionnelle à partir des primes et des avantages en nature qui jusqu'à présent n'étaient ni cotisés ni pris en compte dans le calcul de leur retraite. Depuis le 1^{er} janvier 2005, les fonctionnaires et les employeurs publics des trois fonctions publiques cotisent pour ce régime à parts égales, à hauteur de 5 % chacun du montant des primes, dans la limite de 20 % du traitement indiciaire.

Le régime est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle de l'État et dénommé "Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique".

IV – RÉGIME INDEMNITAIRE ET COMPORTEMENT

Lorsque le comportement d'un agent est constitutif d'une faute disciplinaire, la décision éventuellement prise par l'autorité territoriale vise à sanctionner un manquement aux obligations et à la déontologie professionnelles, en d'autres termes une mauvaise manière de servir.

La réduction du régime indemnitaire doit dès lors être fondée sur la manière de servir jugée insatisfaisante et non sur une sanction du comportement (double peine pour les mêmes faits).

Les textes institutifs de certaines primes et indemnités ont expressément prévues de tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions (I.A.T., I.H.T.S., I.F.T.S.).

Dans le cas contraire, le régime indemnitaire peut tout de même être réduit pour le même motif sauf si la prime ou indemnité est destinée à compenser une sujétion particulière (travaux dangereux, élections, changement de résidence,), à l'exception des avantages collectivement acquis (sauf dispositions contraires dans la délibération institutive).

Toutefois, il est conseillé de ne pas moduler à la baisse en deçà de 50 %.

Il convient enfin de préciser que certaines juridictions administratives estiment que l'administration doit, lorsqu'elle envisage de supprimer ou de réduire une prime ou indemnité, informer au préalable l'agent de son droit à obtenir communication de l'intégralité de son dossier individuel (*C.A.A. de Lyon n° 98LY01545 du 20 avril 2004*). Une extrême prudence impliquerait donc que l'autorité territoriale accomplisse cette formalité avant d'appliquer la règle énoncée dans la délibération institutive.

Cette position adoptée par la cour administrative d'appel de Lyon ne fait pas l'unanimité.

V – PRIMES ET INDEMNITÉS LIÉES A DES FONCTIONS OU SUJÉTIONS PARTICULIÈRES

La présente circulaire ne traite pas des primes et indemnités liées à des fonctions ou sujétions particulières. Celles-ci sont en effet fixées soit par des textes spécifiques à la fonction publique territoriale, soit par des textes relatifs aux fonctionnaires d'Etat. Elles font l'objet de circulaires spécifiques du Centre de Gestion (exemple : indemnités forfaitaires complémentaires pour élections, indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés, etc...).

Il convient enfin de se référer aux tableaux joints en annexe pour connaître les équivalences entre cadres d'emplois de la fonction publique territoriale et corps de l'État.

TRÈS SIGNALÉ :

Plusieurs dispositions réglementaires ont apporté à compter du 1^{er} novembre 2005 des modifications au régime des primes et indemnités :

- la majoration de la rémunération des fonctionnaires a entraîné une revalorisation de la plupart des montants de référence ou des taux moyens,
- la réforme des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C a conduit notamment à une refonte des échelles de rémunération ainsi qu'à la suppression de certains grades. La présente circulaire intègre ces nouvelles dispositions.

Cette circulaire annule la circulaire n° 05-11 du 18 avril 2005.

MODÈLE DE DÉLIBÉRATION

A propos du modèle :

Deux formules peuvent être envisagées, à savoir une délibération spécifique pour chaque prime ou indemnité adoptée ou une délibération récapitulative des primes et indemnités instaurées au sein de la collectivité.

La seconde présente trois avantages :

- la lisibilité : sont ainsi regroupées dans un document unique toutes les composantes du régime indemnitaire, c'est-à-dire l'ensemble des primes et indemnités attribuées par la collectivité et qui sont fondées soit sur un texte applicable à la fonction publique d'État soit sur un texte propre à la fonction publique territoriale.
- La transparence : les caractéristiques du régime indemnitaire sont alors appréhendées beaucoup plus facilement par tous les acteurs concernés (élus locaux, bénéficiaires, service du contrôle de légalité)
- La cohérence : les crédits destinés à alimenter le régime indemnitaire sont tous imputés au chapitre 64 charges de personnel.

Création d'emploi en cours d'année :

N.B. : En cas de création en cours d'année d'(un) emploi(s) ouvrant droit au régime indemnitaire, il convient de prévoir dans la (les) délibération(s) afférente(s) les primes et indemnités concernées et les crédits au budget afin d'éviter des modifications successives de la délibération consacrée au régime indemnitaire. Pour les collectivités qui ont choisi de délibérer tous les ans sur le sujet, l'actualisation du document unique peut être opérée à cette occasion.

Modèle type :

« Monsieur (ou Madame) le Maire (ou le Président) rappelle que les fonctionnaires et agents territoriaux peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Ce régime indemnitaire ne peut toutefois pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'État exerçant des fonctions équivalentes.

Il est obligatoirement fondé soit sur des textes applicables à la fonction publique de l'État soit sur des textes propres à la fonction publique territoriale.

Conformément à l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, aux articles 87, 88, 111 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier

1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, Monsieur (ou Madame) le Maire (ou le Président) propose d'attribuer au personnel de la collectivité les primes et indemnités suivantes (ou de reconduire le régime indemnitaire attribué au personnel de la collectivité et composé des primes et indemnités suivantes ou encore de reconduire et compléter le régime indemnitaire attribué au personnel de la collectivité et composé des primes et indemnités suivantes) :

*Dresser la liste de toutes les primes et indemnités accordées
(titre des primes et indemnités uniquement).*

I - INDEMNITÉ D'ADMINISTRATION ET DE TECHNICITÉ (I.A.T.)

Cette indemnité est instituée au titre de la parité avec les agents de l'État selon les modalités décrites ci-après et dans la limite des textes applicables auxdits agents, à savoir le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et les arrêtés du 14 janvier 2002 et du 23 novembre 2004 fixant les montants de référence.

En l'état actuel de la réglementation, y sont éligibles les fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois et grades suivants :

Cadres d'emplois	Grades	Montant de référence annuel au 1^{er} novembre 2005
.....		
.....		

(Le cas échéant) Les agents non titulaires de droit public sont éligibles à l'indemnité d'administration et de technicité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Les montants de référence annuels sont automatiquement indexés sur la valeur du point fonction publique.

Un coefficient au plus égal à 8 peut être appliqué aux montants de référence annuels.

L'enveloppe consacrée à l'indemnité d'administration et de technicité est calculée comme suit :

Cadres d'emplois / grades	Effectif *	Crédit global
.....		Montant de référence annuel X coefficient X effectif soit€
		" " " "
		" " " "
.....		Montant de référence annuel X coefficient X effectif soit€
		" " " "
		" " " "
TOTAL		 €

* Emplois budgétaires réellement pourvus ; temps partiel et temps non complet → au prorata. Prendre en compte agents non titulaires des grades de référence.

Les emplois ouvrant droit à cette indemnité, créés en cours d'année, augmenteront le crédit global dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

M ajoute que l'attribution individuelle de l'indemnité d'administration et de technicité doit être modulée pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

(Le cas échéant) En plus de ce critère constitutif prévu par le décret du 14 janvier 2002 pour les agents de l'État, il précise que l'organe délibérant peut librement définir d'autres critères d'attribution de cette indemnité.

Il rappelle que le montant individuel de l'indemnité d'administration et de technicité susceptible d'être alloué à un agent ne peut dépasser huit fois le montant de référence annuel correspondant à son grade et qu'il appartient à l'autorité territoriale de le définir en fonction des critères qui auront été retenus.

Il propose que les critères ci-dessous servent de fondement à son versement :

Obligatoires : - manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors de la notation annuelle et du comportement :

(Par exemple note ≥ : montant moyen éventuellement majoré ; note < : montant moyen X 0, ; sanction disciplinaire du 1^{er} groupe : montant moyen X 0, ; agents non titulaires : avertissement : montant moyen X 0,)

Lorsqu'il existe deux possibilités de minorer le versement de l'indemnité, seule la plus (ou la moins) sévère est appliquée.

(Le cas échéant) Facultatifs :

(Exemples :) - conditions d'exercice des fonctions :

- Disponibilité : montant moyen X
- Sujétions du poste : montant moyen X
- Prise de responsabilité dans des circonstances exceptionnelles : montant moyen X

L'indemnité d'administration et de technicité n'est pas cumulable avec l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires. Les fonctionnaires bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service peuvent y prétendre.

(Le cas échéant) L'organe délibérant peut librement définir des critères d'attribution de l'indemnité d'exercice de missions des préfetures.

M propose que les critères ci-dessous servent de fondement à son versement :

- manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors de la notation annuelle et du comportement :

[par exemple note $\geq$: montant moyen éventuellement majoré ; note $<$: montant moyen X O, ; sanction disciplinaire du 1^{er} groupe : montant moyen X O, ; agents non titulaires : avertissement : montant moyen X O,]

Lorsqu'il existe deux possibilités de minorer le versement de l'indemnité, seule la plus (ou la moins) sévère est appliquée.

(Exemples :) - conditions d'exercice des fonctions :

- Disponibilité : montant moyen X
- Sujétions du poste : montant moyen X
- Prise de responsabilité dans des circonstances exceptionnelles : montant moyen X

III - INDEMNITÉ HORAIRE POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES *(I.H.T.S.)*

Cette indemnité est instituée au titre de la parité avec les agents de l'État selon les modalités décrites ci-après et dans la limite des textes applicables auxdits agents, à savoir le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

M précise que tous les fonctionnaires de catégorie C, quel que soit leur indice, ainsi que les fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à celle afférente à l'indice brut 380, employés à temps complet, peuvent percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dès lors que leurs missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires. *(Le cas échéant)* Les agents non titulaires de droit public de même niveau exerçant des fonctions de même nature que celles des fonctionnaires peuvent également en bénéficier.

Les heures supplémentaires sont définies comme des heures effectivement réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires fixées par le cycle de travail adopté par la collectivité. Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies entre 22 heures et 7 heures.

Le nombre d'heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies est limitée à 25 heures par mois, toutes catégories confondues.

Lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'une compensation, totale ou partielle sous la forme d'un repos compensateur, décidée par l'autorité territoriale selon des modalités fixées par l'organe délibérant, après avis du comité technique paritaire, les heures supplémentaires sont rémunérées sous la forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont calculées à partir du taux horaire de l'agent, déterminé en prenant comme base son traitement brut indiciaire annuel, augmenté, le cas échéant, de l'indemnité de résidence annuelle et de la nouvelle bonification indiciaire, le tout étant divisé par 1820.

Ce taux horaire est majoré en utilisant les coefficients suivants :

- 107 % pour les 14 premières heures supplémentaires
- 127 % pour les suivantes.

L'heure supplémentaire est majoré de 100 % lorsqu'elle est effectuée la nuit et des 2/3 lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Compte tenu de l'effectif détaillé ci-dessous des fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois et grades éligibles (*le cas échéant*) et de celui des agents non titulaires de droit public des grades de référence, l'enveloppe consacrée à l'indemnité peut dès lors être estimée à €

Cadres d'emplois / grades	Effectif *
.....	
.....	

* Emplois budgétaires réellement pourvus ; temps partiel et temps non complet → au prorata. Prendre en compte agents non titulaires des grades de référence.

Les emplois ouvrant droit à cette indemnité, créés en cours d'année, augmenteront le montant de l'enveloppe dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Cette indemnité n'est pas cumulable avec l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires et avec les heures supplémentaires allouées aux personnels enseignants.

Les fonctionnaires bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service peuvent en bénéficier.

IV - INDEMNITÉ FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES *(I.F.T.S.)*

Cette indemnité est instituée au titre de la parité avec les agents de l'État selon les modalités décrites ci-après et dans la limite des textes applicables auxdits agents, à savoir le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires et l'arrêté du 26 mai 2003 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence.

Les montants moyens annuels de l'indemnité ont été fixés pour chaque catégorie par l'arrêté du 14 janvier 2002. Automatiquement indexés sur la valeur du point fonction publique, ils sont actuellement les suivants :

Catégorie	Montant moyen annuel de référence au 1 ^{er} novembre 2005
1 ^{ère}	1422,13 €
2 ^{ème}	1042,76 €
3 ^{ème}	829,22 €

Le montant moyen de l'indemnité servie par la collectivité est obtenu en multipliant le montant moyen annuel de référence par un coefficient au plus égal à 8.

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois et grades détaillés ci-dessous sont en l'état actuel de la réglementation éligibles à l'indemnité (*le cas échéant*) et, sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence, les agents non titulaires de droit public ; l'enveloppe consacrée à cette dernière est dès lors calculée ainsi qu'il suit :

Cadres d'emplois / grades	Effectif *	Crédit global
.....		Montant de référence annuel X coefficient X effectif soit€
		" " " "
		" " " "
		" " " "
.....		Montant de référence annuel X coefficient X effectif soit€
		" " " "
		" " " "
		" " " "
TOTAL		 €

* Emplois budgétaires réellement pourvus ; temps partiel et temps non complet → au prorata. Prendre en compte agents non titulaires des grades de référence.

Les emplois ouvrant droit à cette indemnité, créés en cours d'année, augmenteront le crédit global dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

M précise que le montant de l'indemnité varie suivant le supplément de travail fourni et l'importance des sujétions auxquels le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions. En aucun cas, le montant des attributions individuelles ne peut excéder 8 fois le montant moyen annuel de référence attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent.

(Le cas échéant) En plus de ces critères constitutifs prévus par le décret du 14 janvier 2002 pour les agents de l'État, il rappelle que l'organe délibérant peut librement définir d'autres critères d'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

Il propose dès lors que les critères ci-dessous servent de fondement à l'attribution de l'indemnité.

Obligatoires : - supplément de travail fourni : montant moyen de référence X coefficient (≤ 8),
- sujétions auxquelles le fonctionnaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions :

(Le cas échéant) Facultatifs :

- manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors de la notation annuelle et du comportement :

(par exemple note $\geq$: montant moyen éventuellement majoré ; note $<$: montant moyen X 0, ; sanction disciplinaire du 1^{er} groupe : montant moyen X 0, ; agents non titulaires : avertissement : montant moyen X 0,)

Lorsqu'il existe deux possibilités de minorer le versement de l'indemnité, seule la plus (ou la moins) sévère est appliquée.

(Exemples :) - conditions d'exercice des fonctions :

- Disponibilité : montant moyen X
- Prise de responsabilité dans des circonstances exceptionnelles : montant moyen X

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires n'est pas cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires et avec l'indemnité d'administration et de technicité.

Les fonctionnaires bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service ne peuvent y prétendre.

V - INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE DE SERVICE (I.S.S.)

Cette indemnité est instituée au titre de la parité avec les agents de l'État selon les modalités décrites ci-après et dans la limite des textes applicables auxdits agents, à savoir le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté du 25 août 2003 modifié.

En l'état actuel de la réglementation, y sont éligibles les fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois et grades suivants :

<i>Agents concernés</i>	<i>Taux de base en euros (au 1^{er} novembre 2005)</i>	<i>Coefficient de modulation par grades</i>	<i>Coefficient de modulation en % individuel mini - maxi **</i>
<u>Ingénieurs</u> :			
- ingénieur en chef de classe exceptionnelle	349,13	70	67 - 133
- ingénieur en chef de classe normale :			
- à partir du 6 ^{ème} échelon	353,70	55	73,5 - 122,5

- du 1 ^{er} au 5 ^{ème} échelon	353,70	52	73,5 - 122,5
- ingénieur principal	353,70	42	73,5 - 122,5
- ingénieur	353,70	25	85 - 115
<u>Techniciens supérieurs :</u>			
- technicien supérieur en chef	353,70	16 ou 20 *	90 - 110
- technicien supérieur principal	353,70	16	90 - 110
- technicien supérieur	353,70	10,5	90 - 110
<u>Contrôleurs</u> * * * :			
- contrôleur principal	353,70	16	90 - 110
- contrôleur	353,70	7,5	90 - 110

(cf circulaire CDG 56)

* Les techniciens supérieurs en chefs peuvent prétendre à un coefficient de 16 ou 20 en fonction de leurs responsabilités dans la collectivité, définies dans la délibération créant l'emploi. [ces responsabilités spécifiques doivent figurer au tableau des effectifs ex : directeur du service technique]

* * Seul le plafond constitue une limite par les collectivités.

* * * Sous réserve d'une confirmation par le ministère de l'intérieur, les contrôleurs en chef bénéficient du même régime indemnitaire que les contrôleurs principaux.

(Le cas échéant) Les agents non titulaires de droit public sont éligibles à l'indemnité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Le taux moyen annuel est obtenu en multipliant le taux de base par le coefficient du grade.

M précise que le crédit global est calculé en multipliant le taux moyen annuel par le coefficient de modulation par service (1 pour le Morbihan) ainsi que par le nombre de bénéficiaires. L'enveloppe peut dès lors être fixée comme suit :

Cadres d'emplois / grades	Effectif *	Crédit global
.....		Taux de base X coefficient du grade X coefficient du service [1] X effectif soit €
		" " "
		" " "
.....		Taux de base X coefficient du grade X coefficient du service [1] X effectif soit €
		" " "
		" " "
TOTAL		 €

* Emplois budgétaires réellement pourvus ; temps partiel et temps non complet → au prorata. Prendre en compte agents non titulaires des grades de référence.

Les emplois ouvrant droit à cette indemnité, créés en cours d'année, augmenteront le crédit global dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

M précise que cette indemnité est liée au service rendu.

(Le cas échéant) Il propose dès lors que les critères ci-dessous servent de fondement à l'attribution de l'indemnité spécifique de service :

- manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors de la notation annuelle et du comportement :

[par exemple note $\geq$: montant moyen éventuellement majoré (utiliser coefficient de modulation en % individuel, cf. tableau) ; note $<$: montant moyen (utiliser coefficient de modulation en % individuel, cf. tableau) ; sanction disciplinaire du 1^{er} groupe : montant moyen X 0, ; agents non titulaires : avertissement : montant moyen X 0,]

Lorsqu'il existe 2 possibilités de minorer le versement de l'indemnité, seule la plus (ou moins) sévère est appliquée.

(Exemples :) - conditions d'exercice des fonctions :

- Disponibilité : montant moyen X
- Sujétions du poste : montant moyen X
- Prise de responsabilité dans des circonstances exceptionnelles : montant moyen X

Autre prime ou indemnité :

Ajouter au besoin les autres primes et indemnités (indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes, prime de responsabilité des emplois administratifs de direction, indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants)

M précise que lorsque les textes fixent des taux ou montants moyens permettant de déterminer le crédit global affecté à une prime ou à une indemnité, l'agent seul dans son grade peut bénéficier à titre individuel d'un crédit calculé sur la base d'un taux ou montant maximal individuel.

(Le cas échéant) **Avantages collectivement acquis :**

M rappelle que les primes dites "de fin d'année" ou "13^{ème} mois" sont qualifiées d'avantages collectivement acquis et légalisés lorsque ces compléments de rémunération ont été instaurés par la collectivité avant le 27 janvier 1984. Ils viennent compléter le régime des primes et indemnités évoqué précédemment et sont versés à tous les agents de la collectivité (à adapter éventuellement ; voir délibération institutive).

Conformément à la délibération n° en date du, M propose par conséquent de reconduire [rappeler les modalités contenues dans la délibération institutive].

(Le cas échéant) **Modulations et éloignement temporaire du service*** :

- 1) M indique qu'en cas d'éloignement temporaire du service en raison d'une indisponibilité physique, l'organe délibérant peut prévoir de moduler le versement des primes et indemnités en période d'absence de l'agent. Il propose par conséquent de diminuer le montant des primes et indemnités ainsi qu'il suit :

- en cas d'absence du service pour une période de en raison d'un congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie, de longue durée, pour accident de service ou maladie professionnelle et assimilées, d'un congé de maternité, de grossesse pathologique, d'adoption, de paternité, l'abattement est fixé à % (à déterminer) de chaque prime et indemnité précitées à l'exception de celles liées par nature à l'accomplissement effectif d'un service (I.H.T.S., indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants) ou relevant d'un régime particulier de modulation (prime de responsabilité emplois administratifs de direction).

OU

- 2) M propose à l'organe délibérant de conférer aux primes et indemnités susvisées un caractère forfaitaire afin d'en prévoir le maintien en cas de congé annuel, de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie, de longue durée, pour accident de service ou maladie professionnelle et assimilées, de maternité, de grossesse pathologique, d'adoption et de paternité. Il précise qu'en revanche les primes et indemnités suivront le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée rémunéré à demi-traitement.

OU ENCORE

- 3) En l'absence de précisions dans la délibération sur le sort des primes et indemnités en cas d'éloignement temporaire du service pour raison d'indisponibilité physique, on peut penser que ces dernières sont maintenues.

Après en avoir délibéré le (organe délibérant) décide :

- d'adopter le régime des primes et indemnités tel que décrit ci-dessus,
- que le montant individuel de chaque prime ou indemnité sera défini par l'autorité territoriale dans les conditions énoncées plus haut,
- que le versement des primes et indemnités susvisées est effectué selon une périodicité (mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle mais I.A.T., I.H.T.S., I.F.T.S. → mensuelles),
- que l'attribution de chaque prime ou indemnité fera l'objet d'un arrêté individuel,
- de prévoir et d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- (éventuellement) d'abroger, (le cas échéant) à l'exception de la délibération n° en date du relative [avantages collectivement acquis], les délibérations antérieures se rapportant au régime indemnitaire. »

*** Très signalé (cf. II - Régime indemnitaire et éloignement temporaire du service)**

La modulation du versement des avantages collectivement acquis n'est possible que lorsque le principe en a été arrêté avant le 26 janvier 1984 (Conseil d'État n° 105003 du 15 février 1995 - Syndicat central des municipaux de Lille, F.O.)

FILIÈRE ADMINISTRATIVE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE AU 01/11/2005 (Textes de références)	OBSERVATIONS
Administrateur : - Administrateur hors classe - Administrateur	Administrateur civil	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 et arrêté du 26 mai 2003)</i> montants au 1^{er} novembre 2005 : <ul style="list-style-type: none"> ↳ Administrateur hors classe : 4 319,25 € ↳ Administrateur : 3 576,04 € <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Prime de rendement</u> <i>(décret n° 45-1753 du 6 août 1945 et décret n° 50-196 du 6 février 1950)</i> En l'absence de précisions dans le texte, taux moyen → 10 % du traitement moyen du grade (Cour des Comptes Rapport Public 2000/2001 FPE) <ul style="list-style-type: none"> ↳ Administrateur hors classe : 4 603,03 € ↳ Administrateur : 3 311,28 € <p>Taux maximal individuel : 18 % du traitement brut le plus élevé du grade du fonctionnaire concerné (administrateur ou administrateur hors classe)</p>	(1)
Attaché : - Directeur - Attaché principal - Attaché	Directeur, attaché principal et attaché de préfecture : - Directeur - Attaché principal - Attaché de préfecture	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002)</i> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i> 	(1) (1)
Secrétaire de mairie	Attaché de préfecture	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002)</i> <ul style="list-style-type: none"> ↳ à compter du 2^{ème} échelon <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i> 	(1) (1)

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Rédacteur :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédacteur chef- Rédacteur principal- Rédacteur	<p>Secrétaire administratif de préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none">- Secrétaire administratif classe exceptionnelle- Secrétaire administratif classe supérieure- Secrétaire administratif classe normale	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ rédacteur jusqu'au 7^{ème} échelon• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) ↳ rédacteur jusqu'au 7^{ème} échelon• Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002) ↳ rédacteur chef et rédacteur principal ↳ rédacteur à compter du 8^{ème} échelon• Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Adjoint administratif</p> <ul style="list-style-type: none">- Adjoint administratif principal 1^{ère} classe- Adjoint administratif principal 2^{ème} classe- Adjoint administratif	<p>Adjoint administratif des services déconcentrés (préfecture)</p> <ul style="list-style-type: none">- Adjoint administratif principal 1^{ère} classe- Adjoint administratif principal 2^{ème} classe- Adjoint administratif	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Agent administratif :</p> <ul style="list-style-type: none">- Agent administratif qualifié	<p>Agent administratif des services déconcentrés (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Agent administratif 1^{ère} classe	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

FILIÈRE TECHNIQUE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE (Textes de références)	OBSERVATIONS
<p>Ingénieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur en chef de classe exceptionnelle - Ingénieur en chef de classe normale - Ingénieur principal - Ingénieur 	<p>Ingénieur des ponts et chaussées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur en chef des ponts et chaussée - Ingénieur des ponts et chaussée - Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État - Ingénieur des travaux publics de l'État 	<p>• Prime de rendement et de service <i>(décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié)</i></p> <p>⇒ Calcul du crédit global</p> <p><i>Traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) =</i></p> $TBMG = \frac{\text{Traitement brut annuel 1}^{\text{er}} \text{ échelon} + \text{traitement brut annuel de l'échelon terminal}}{2}$ <p>↳ TBMG × nombre de bénéficiaires × taux moyen par grade</p> <p><i>Pour les traitements hors échelle : prendre le 3^{ème} chevron de la hors échelle concernée</i></p> <p>⇒ Taux moyen maximal applicable par grade :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur en chef de classe exceptionnelle : 12 % du TBMG - Ingénieur en chef de classe normale : 9 % du TBMG - Ingénieur principal : 8 % du TBMG - Ingénieur : 6 % du TBMG <p><i>Montant individuel maximum : le double du taux moyen même lorsque l'agent est seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière).</i></p>	(1)

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

		<p>• Indemnité spécifique de service (décret n° 2003-799 du 25 août 2003) (remplace l'indemnité de participation aux travaux)</p> <p><i>Remarque : Lorsque le dispositif mis en œuvre aboutit à l'attribution d'un montant inférieur à celui servi au titre de l'indemnité de participation aux travaux, le bénéficiaire concerné peut conserver ce dernier sous réserve d'une délibération (article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984).</i></p>	
<p>Technicien supérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Technicien supérieur en chef - Technicien supérieur principal - Technicien supérieur 	<p>Technicien supérieur de l'équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Technicien supérieur en chef - Technicien supérieur principal - Technicien supérieur 	<p>• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ technicien supérieur jusqu'au 5^{ème} échelon</p>	(1)
		<p>• Prime de rendement et de service (décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié)</p> <p>⇒ Calcul du crédit global (cf. mode de calcul Ingénieur) ⇒ Taux moyen maximal applicable par grade :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Technicien supérieur en chef : 5 % du TBMG - Technicien supérieur principal : 5 % du TBMG - Technicien supérieur : 4 % du TBMG <p><i>Montant individuel maximum : le double du taux moyen même lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière).</i></p>	(1)
		<p>• Indemnité spécifique de service (décret n° 2003-799 du 25 août 2003) (remplace l'indemnité de participation aux travaux)</p> <p><i>Remarque : Lorsque le dispositif mis en œuvre aboutit à l'attribution d'un montant inférieur à celui servi au titre de l'indemnité de participation aux travaux, le bénéficiaire concerné peut conserver ce dernier sous réserve d'une délibération (article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984).</i></p>	

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Contrôleur de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôleur de travaux en chef - Contrôleur de travaux principal - Contrôleur de travaux 	<p>Contrôleur des T.P.E :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôleur divisionnaire des T.P.E - Contrôleur principal des T.P.E - Contrôleur des T.P.E 	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ contrôleur jusqu'au 7^{ème} échelon <hr/> • Indemnité spécifique de service (décret n° 2003-799 du 25 août 2003) (remplace l'indemnité de participation aux travaux) <i>Remarque :</i> Lorsque le dispositif mis en œuvre aboutit à l'attribution d'un montant inférieur à celui servi au titre de l'indemnité de participation aux travaux, le bénéficiaire concerné peut conserver ce dernier sous réserve d'une délibération (article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984). <hr/> • Prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation (décret n° 2002-534 du 16 avril 2002 et arrêté du 16 avril 2002) ↳ contrôleur jusqu'au 7^{ème} échelon Montant annuel maximum : 916 € Montant annuel déplafonné : 6 300 € (pour certains postes de travail) <hr/> • Prime de rendement et de service (décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié) ⇒ Calcul du crédit global ⇒ Taux moyen maximum applicable par grade : <ul style="list-style-type: none"> - Contrôleur en chef : 5 % du TBMG (sous réserve de confirmation de la D.G.C.L.) - Contrôleur principal : 5 % du TBMG - Contrôleur : 4 % du TBMG Montant individuel maximum : le double du taux moyen même lorsque l'agent est seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière). 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Agent de maîtrise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agent de maîtrise principal - Agent de maîtrise qualifié - Agent de maîtrise 	<p>Maître ouvrier des administrations de l'État (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maître ouvrier principal - Maître ouvrier principal - Maître ouvrier 	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) <hr/> • Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) <hr/> • Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Agent technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agent technique en chef - Agent technique principal - Agent technique qualifié - Agent technique 	<p>Maître ouvrier et ouvrier professionnel des administrations de l'État (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maître ouvrier principal - Maître ouvrier - Ouvrier professionnel principal - Ouvrier professionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Agent des services techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agent des services techniques 	<p>Ouvrier professionnel des administrations de l'État (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrier professionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Agent de salubrité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agent de salubrité en chef - Agent de salubrité principal - Agent de salubrité qualifié - Agent de salubrité 	<p>Maître ouvrier et ouvrier professionnel des administrations de l'État (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maître ouvrier principal - Maître ouvrier - Ouvrier professionnel principal - Ouvrier professionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Gardien d'immeuble :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gardien d'immeuble en chef - Gardien d'immeuble principal - Gardien d'immeuble qualifié - Gardien d'immeuble 	<p>Maître ouvrier et ouvrier professionnel des administrations de l'État (préfecture) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maître ouvrier principal - Maître ouvrier - Ouvrier professionnel principal - Ouvrier professionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

(1) voir circulaire C.D.-

- 7 -

Filière Technique

FILIÈRE CULTURELLE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE (Textes de références)	OBSERVATIONS
1 - Secteur de la conservation			
<p>Conservateur du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conservateur en chef - Conservateur de 1^{ère} classe - Conservateur de 2^{ème} classe 	<p>Conservateur du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conservateur en chef - Conservateur de 1^{ère} classe - Conservateur de 2^{ème} classe 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine</u> (décret n° 90-409 du 16 mai 1990 et arrêté du 26 décembre 2000) <i>Fonctions</i> : exercer les fonctions du statut particulier et notamment exercer des travaux de recherche. ⇒ <i>Calcul du crédit global</i> : Taux moyen annuel × nombre de bénéficiaires ⇒ <i>Taux moyen annuel maximal applicable par grade</i> - Conservateur en chef : 5 691,98 € - Conservateur de 1^{ère} classe : 4 743,15 € - Conservateur de 2^{ème} classe : 3 159,96 € <i>Le montant individuel ne peut excéder le taux maximal annuel suivant (dans la limite du crédit global) :</i> - Conservateur en chef : 9 486,75 € - Conservateur de 1^{ère} classe : 7 905,39 € - Conservateur de 2^{ème} classe : 5 266,66 € <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine</u> (arrêté du 26 décembre 2000) <i>Fonctions</i> : exercer les fonctions définies par le statut particulier. <i>Montant annuel</i> : - Conservateur en chef : 6 573,60 € - Conservateur de 1^{ère} classe : 4 324,83 € - Conservateur de 2^{ème} classe : 3 459,83 € 	

(suite)

<p>Conservateur de bibliothèques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Conservateur en chef- Conservateur de 1^{ère} classe- Conservateur de 2^{ème} classe	<p>Conservateur de bibliothèques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Conservateur en chef- Conservateur de 1^{ère} classe- Conservateur de 2^{ème} classe	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques (décret n° 98-40 du 13 janvier 1998) <p>Fonctions : exercer les fonctions de conservateur de bibliothèques.</p> <p>⇒ Calcul du crédit global :</p> <p>Taux moyen annuel × nombre de bénéficiaires</p> <p>⇒ Taux moyen annuel maximal applicable par grade</p> <ul style="list-style-type: none">- Conservateur en chef : 5 691,98 €- Conservateur de 1^{ère} classe : 4 743,15 €- Conservateur de 2^{ème} classe : 3 159,96 € <p>Le montant individuel ne peut excéder le taux maximal annuel suivant (dans la limite du crédit global) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Conservateur en chef : 9 486,75 €- Conservateur de 1^{ère} classe : 7 905,39 €- Conservateur de 2^{ème} classe : 5 266,66 €	
<p>Attaché de conservation du patrimoine</p>	<p>Bibliothécaire</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002) <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques (décret n° 93-526 du 26 mars 1993 et arrêté du 17 mars 2005) <p>Fonctions : Compenser les tâches particulières confiées et les sujétions spéciales qui incombent à l'exercice des fonctions.</p> <p>Montant annuel : 1 443,84 €</p>	<p>(1)</p>
<p>Bibliothécaire</p>	<p>Bibliothécaire</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002) <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques (décret n° 93-526 du 26 mars 1993 et arrêté du 17 juillet 2005) <p>Fonctions : Compenser les tâches particulières confiées et les sujétions spéciales qui incombent à l'exercice des fonctions.</p> <p>Montant annuel : 1 443,84 €</p>	<p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Hors classe- 1^{ère} classe- 2^{ème} classe	<p>Bibliothécaire adjoint spécialisé :</p> <ul style="list-style-type: none">- Hors classe- 1^{ère} classe- 2^{ème} classe	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.Q.C. de 2^{ème} classe jusqu'au 5^{ème} échelon• Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.Q.C. hors classe et 1^{ère} classe↳ les A.T.Q.C. de 2^{ème} classe à compter du 6^{ème} échelon• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.Q.C. de 2^{ème} classe jusqu'au 5^{ème} échelon• Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques (décret n° 93-526 du 26 mars 1993 et arrêté du 17 mars 2005) <i>Fonctions</i> : Compenser les tâches particulières confiées et les sujétions spéciales qui incombent à l'exercice des fonctions. <i>Montant annuel</i> : 1 203,28 €	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Hors classe- 1^{ère} classe- 2^{ème} classe	<p>Assistant des bibliothèques de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Classe exceptionnelle- Classe supérieure- Classe normale	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.C. de 2^{ème} classe jusqu'au 7^{ème} échelon• Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.C. hors classe et 1^{ère} classe↳ les A.T.C. de 2^{ème} classe à compter du 8^{ème} échelon• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)<ul style="list-style-type: none">↳ les A.T.C. de 2^{ème} classe jusqu'au 7^{ème} échelon• Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques (décret n° 93-526 du 26 mars 1993 et arrêté du 17 mars 2005) <i>Fonctions</i> : Compenser les tâches particulières confiées et les sujétions spéciales qui incombent à l'exercice des fonctions. <i>Montant annuel</i> : 1 042,75 €	<p>(1)</p> <p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Agent qualifié du patrimoine :</p> <p>- Hors classe - 1^{ère} classe - 2^{ème} classe</p>	<p>Adjoint technique d'accueil de surveillance et magasinage du ministère chargé de la culture :</p> <p>- Principal - 1^{ère} classe - 2^{ème} classe</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)• Prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil (décret n° 95-545 du 2 mai 1995 et arrêté du 24 août 1999) Taux annuel : 596,84 €• Indemnité pour travail dominical des personnes de surveillance et d'accueil (décrets n° 2002-856 et 857 du 3 mai 2002 et arrêté du 3 mai 2002) - Pour 10 dimanches travaillés : 962,44 € - Majoration du 11^{ème} au 18^{ème} dimanche : 45,90 € - Majoration à partir du 19^{ème} dimanche : 52,46 €	<p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Agent du patrimoine :</p> <p>- Agent du patrimoine</p>	<p>Agent technique d'accueil de surveillance et magasinage du ministère chargé de la culture :</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)• Prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil (décret n° 95-545 du 2 mai 1995 et arrêté du 24 août 1999) Taux annuel : 537,23 €• Indemnité pour travail dominical des personnes de surveillance et d'accueil (décrets n° 2002-856 et 857 du 3 mai 2002 et arrêté du 3 mai 2002) - Pour 10 dimanches travaillés : 914,88 € - Majoration du 11^{ème} au 18^{ème} dimanche : 43,48 € - Majoration à partir du 19^{ème} dimanche : 49,69 €	<p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

2 - Secteur de l'enseignement artistique			
Directeur d'établissement d'enseignement artistique	Personnel de direction d'établissements d'enseignement ou de formation	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 2002-47 du 9 janvier 2002 et arrêté du 9 janvier 2002) Fonctions : exercer les fonctions de directeur d'établissement d'enseignement artistique Taux moyen annuel : 2 748,96 € Pas de montant individuel maximum<hr/>• Indemnité de responsabilité (décret n° 2002-47 du 9 janvier 2002 et arrêté du 9 janvier 2002) Fonctions : exercer les fonctions et les responsabilités du statut particulier du cadre d'emplois ⇒ Calcul du crédit global : Taux moyen annuel × nbre de bénéficiaires Taux moyen annuel au 1^{er} novembre 2005 : 1 086,31 € Montant individuel : entre 50 et 200 % du taux moyen annuel Pour un seul agent, le montant maximal est égal au taux maximal.	
Professeur d'enseignement artistique : - Hors classe - Classe normale	Professeur certifié	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité horaire d'enseignement (décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 modifié) Traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) = $TBMG = \frac{\text{Traitement brut annuel 1^{er} échelon} + \text{traitement brut annuel de l'échelon terminal}}{2}$ (+ 10 % pour les professeurs hors classe) Service supplémentaire régulier = (TBMG / 20 h ou 16 h) × (9/13) (1^{ère} heure majorée de 20 %) Service supplémentaire irrégulier = (Montant annuel au-delà de la 1^{ère} heure + 15 %) / 36	

(suite)

		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (décret n° 93-55 du 15 janvier 1993 et arrêté du 15 janvier 1993) L'indemnité comprend une part fixe et une part modulable :<ul style="list-style-type: none">- <i>part fixe</i> : liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes, le suivi individuel et l'évolution des élèves.- <i>part modulable</i> : liée à des tâches de coordinations dans le suivi et l'orientation des élèves.Taux moyen annuel au 1^{er} novembre 2005 par agent (<i>suit l'évolution de l'indice 100</i>) :<ul style="list-style-type: none">- part fixe : 1 158,85 €- part modulable : 1 361,71 €	
Assistant spécialisé d'enseignement artistique	Professeur certifié	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité horaire d'enseignement (décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 modifié) Traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) = $TBMG = \frac{\text{Traitement brut annuel 1}^{\text{er}} \text{ échelon} + \text{traitement brut annuel de l'échelon terminal}}{2}$ <i>Service supplémentaire régulier</i> = (TBMG / 20 h ou 16 h) × (9/13) (1^{ère} heure majorée de 20 %) <i>Service supplémentaire irrégulier</i> = (Montant annuel au-delà de la 1^{ère} heure + 15 %) / 36<hr/>• Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (décret n° 93-55 du 15 janvier 1993 et arrêté du 15 janvier 1993) L'indemnité comprend une part fixe et une part modulable :<ul style="list-style-type: none">- <i>part fixe</i> : liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes, le suivi individuel et l'évolution des élèves.- <i>part modulable</i> : liée à des tâches de coordinations dans le suivi et l'orientation des élèves.Taux moyen annuel au 1^{er} novembre 2005 par agent (<i>suit l'évolution de l'indice 100</i>) :<ul style="list-style-type: none">- part fixe : 1 158,85 €- part modulable : 1 361,71 €	

(suite)

Assistant d'enseignement artistique	Professeur certifié	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité horaire d'enseignement (décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 modifié) Traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) = $TBMG = \frac{\text{Traitement brut annuel 1}^{\text{er}} \text{ échelon} + \text{traitement brut annuel de l'échelon terminal}}{2}$ <i>Service supplémentaire régulier</i> = (TBMG / 20 h ou 16 h) × (9/13) (1^{ère} heure majorée de 20 %) <i>Service supplémentaire irrégulier</i> = (Montant annuel au-delà de la 1^{ère} heure + 15 %) / 36 <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (décret n° 93-55 du 15 janvier 1993 et arrêté du 15 janvier 1993) L'indemnité comprend une part fixe et une part modulable :<ul style="list-style-type: none">- <i>part fixe</i> : liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes, le suivi individuel et l'évolution des élèves.- <i>part modulable</i> : liée à des tâches de coordinations dans le suivi et l'orientation des élèves.Taux moyen annuel au 1^{er} novembre 2005 par agent (<i>suit l'évolution de l'indice 100</i>) :<ul style="list-style-type: none">- part fixe : 1 158,85 €- part modulable : 1 361,71 €	
-------------------------------------	---------------------	--	--

FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE (Textes de références)	OBSERVATIONS
1 - Secteur social			
Conseiller socio-éducatif	Conseiller technique de service social	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité forfaitaire représentative de sujétions <i>(décret n° 2002-1105 du 30 août 2002 et arrêté du 30 août 2002)</i> Montant annuel : 1 300,00 € (coefficient compris entre 1 et 5) <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> • Indemnité d'exercice de missions des préfectures <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i> 	(1)
Assistant socio-éducatif : - Assistant socio-éducatif principal - Assistant socio-éducatif	Assistant de service social des administrations de l'État (préfecture) : - Assistant de service social principal - Assistant de service social	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité forfaitaire représentative de sujétions <i>(décret n° 2002-1105 du 30 août 2002 et arrêté du 30 août 2002)</i> Montant annuel : - Assistant socio-éducatif principal : 1 050,00 € - Assistant socio-éducatif : 950,00 € (coefficient compris entre 1 et 5) <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> • Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires <i>(décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)</i> ↳ Assistant socio-éducatif jusqu'au 3^{ème} échelon <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> • Indemnité d'exercice de missions des préfectures <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i> 	(1) (1)
Educateur de jeunes enfants : - Educateur chef - Educateur principal - Educateur	Educateur spécialisé des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'institut national des jeunes aveugles : - 1 ^{ère} classe - 2 ^{ème} classe - 2 ^{ème} classe	<ul style="list-style-type: none"> • Prime de service <i>(décret n° 71-640 du 29 juillet 1971)</i> ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires Montant individuel : maximum 17 % du traitement brut de l'agent. Lorsque l'agent est le seul de son grade <i>(C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)</i> 	

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ Educateur jusqu'au 5^{ème} échelon	(1)
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire représentative de sujétions (décret n° 2002-1443 du 9 décembre 2002 et arrêté du 9 décembre 2002) - Educateur chef : 1 050 € - Educateur principal : 950 € - Educateur : 950 € (coefficient compris entre 1 et 5)	
Moniteur éducateur	Moniteur éducateur des établissements nationaux de bienfaisance	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ Moniteur éducateur jusqu'au 5^{ème} échelon	(1)
		<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 68-929 du 24 octobre 1968) Taux moyen annuel : 7,5 % du traitement brut au 31 décembre de l'année.	
Agent social	Agent administratif des services déconcentrés (préfecture)	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)	(1)
- Agent social qualifié 1 ^{ère} classe - Agent social qualifié 2 ^{ème} classe		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)	(1)
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	(1)
Agent spécialisé des écoles maternelles	Agent administratif des services déconcentrés (préfecture)	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)	(1)
-ASEM 1 ^{ère} classe -ASEM 2 ^{ème} classe		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)	(1)
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité d'exercice de missions des préfectures (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	(1)

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

2 - Secteur médical

<p>Médecin :</p> <ul style="list-style-type: none">- Hors classe- 1^{ère} classe- 2^{ème} classe	<p>Médecin inspecteur de santé publique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Médecin général- Médecin inspecteur en chef- Médecin inspecteur	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité spéciale des médecins (décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 et arrêté du 23 mars 1993) <p>⇒ Calcul du crédit global :</p> <p>↳ Taux moyen annuel × nombre de bénéficiaires par grade</p> <p>Taux moyen annuel : - Médecin hors classe : 3 658,77 € - Médecin 1^{ère} classe : 3 414,86 € - Médecin 2^{ème} classe : 2 591,63 €</p> <p>Montant individuel : au maximum le taux moyen du grade.</p> <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Indemnité de technicité des médecins (décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 et arrêté du 27 mars 1992) <p>⇒ Calcul du crédit global :</p> <p>↳ Taux moyen annuel × nombre de bénéficiaires par grade</p> <p>Taux moyen annuel : - Médecin hors classe : 6 585,80 € - Médecin 1^{ère} classe : 5 137,53 € - Médecin 2^{ème} classe : 3 597,80 €</p> <p>Montant individuel : au maximum le taux moyen du grade</p>	
<p>Psychologue</p>	<p>Psychologue des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité de risques et de sujétions spéciales (décret n° 71-318 du 27 avril 1971 et arrêté du 26 octobre 2001) <p>Taux annuel individuel maximum : 1 748,59 €</p> <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires d'enseignement (décret n° 2002-806 du 3 mai 2002 et arrêté du 3 mai 2002) <ul style="list-style-type: none">- Psychologue : 915 €- Psychologue chargé de formation C.N.F.E. : 1 220 €- Psychologue chargé de responsabilité : 1 304 € <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Prime d'encadrement éducatif renforcé (décret n° 96-956 du 30 octobre 1996, arrêté du 30 octobre 1996 et arrêté du 2 septembre 2003) <p>Fonctions : exercer dans des unités à encadrement éducatif renforcé.</p> <p>Montant annuel : 1 372,04 €</p>	

(suite)

<p>Sage-femme :</p> <ul style="list-style-type: none">- de classe exceptionnelle- de classe supérieure- de classe normale	<p>Surveillant-chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 96-552 du 19 juin 1996) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel :</i> maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)<hr/>• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 91-910 du 6 septembre 1991) <i>Fonctions :</i> exercer en crèche ou halte garderie <i>Montant mensuel individuel :</i> $\frac{(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence}) \times 13}{1\ 900}$<hr/>• Prime d'encadrement (décret n° 92-1030 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Montant mensuel : 91,47 €</i><hr/>• Prime spécifique (décret n° 92-1031 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Montant mensuel : 76,22 €</i><hr/>• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)	<p>(1)</p>
---	--	---	------------

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Coordinatrice d'établissement et service d'accueil des enfants de moins de 6 ans (Puéricultrice cadre de santé supérieur)</p>	<p>Infirmier-surveillant chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 71-640 du 29 juillet 1971) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel :</i> maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)<hr/>• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 91-910 du 6 septembre 1991) <i>Fonctions :</i> exercer en crèche ou halte garderie. <i>Montant mensuel individuel :</i> $\frac{(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence}) \times 13}{1\ 900}$<hr/>• Prime d'encadrement (décret n° 92-1030 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> directrice de crèche <i>Montant mensuel : 91,47 €</i><hr/>• Prime spécifique (décret n° 92-1031 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Montant mensuel : 76,22 €</i><hr/>• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)	<p>(1)</p>
--	--	---	------------

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Infirmier :</p> <ul style="list-style-type: none">- Infirmier classe supérieure- Infirmier classe normale <p>Cadre de santé infirmier</p>	<p>Infirmier des services médicaux de l'institution nationale des invalides :</p> <ul style="list-style-type: none">- Surveillant des services médicaux- Infirmier classe supérieure <p>Surveillant-chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 96-552 du 19 juin 1996) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel :</i> maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 91-910 du 6 septembre 1991) <i>Fonctions :</i> exercer en crèche ou halte garderie ou dans des établissements d'accueil et de soins comportant des sujétions particulières liées soit à la permanence et au contact direct avec les malades soit aux difficultés d'ordre social des enfants pris en charge. N.B : n'est pas applicable aux agents assurant la direction d'un établissement. <i>Montant mensuel individuel :</i> $\frac{(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence}) \times 13}{1\,900}$• Prime spécifique (décret n° 92-1031 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Montant mensuel : 76,22 €</i>• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)• Prime spéciale de début de carrière (décret n° 90-1096 du 6 décembre 1990 et arrêté du 6 décembre 1990) <i>Conditions :</i> être classé au 1^{er} ou 2^{ème} échelon de l'un des grades du cadre d'emplois des infirmiers. <i>Montant mensuel au 1^{er} novembre 2005 : 38 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)	<p>(1)</p>
--	---	--	------------

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Puéricultrice :</p> <ul style="list-style-type: none">- Puéricultrice de classe supérieure- Puéricultrice de classe normale	<p>Infirmier des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p> <ul style="list-style-type: none">- Surveillant des services médicaux- Infirmier classe supérieure	<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 96-552 du 19 juin 1996) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel :</i> maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)	
<p>Puéricultrice cadre de santé</p>	<p>Surveillant-chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 91-910 du 6 septembre 1991) <i>Fonctions :</i> exercer en crèche ou halte garderie. <i>Montant mensuel individuel :</i> $\frac{(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence}) \times 13}{1\,900}$	
		<ul style="list-style-type: none">• Prime d'encadrement (décret n° 92-1030 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> directrice de crèche <i>Puéricultrice classe supérieure et classe normale : montant mensuel : 60,98 €</i> <i>Puéricultrice cadre de santé : montant mensuel : 91,47 €</i>	
		<ul style="list-style-type: none">• Prime spécifique (décret n° 92-1031 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Montant mensuel : 76,22 €</i>	
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions :</i> exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)	<p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Rééducateur :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rééducateur de classe supérieure- Rééducateur de classe normale <p>Cadre de santé rééducateur</p>	<p>Technicien paramédical de l'institution nationale des invalides :</p> <ul style="list-style-type: none">- Technicien surveillant des services médicaux- Technicien de classe supérieure <p>Surveillant-chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ Rééducateur de classe normale jusqu'au 3^{ème} échelon <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 71-640 du 29 juillet 1971) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel</i> : maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière) <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 91-910 du 6 septembre 1991) <i>Fonctions</i> : exercer en crèche ou halte garderie. <i>Montant mensuel individuel</i> : $\frac{(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence}) \times 13}{1\ 900}$ <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions</i> : exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 €</i> (suit l'évolution de l'indice 100)	<p>(1)</p> <p>(1)</p>
<p>Auxiliaire de puériculture</p>	<p>Aide-soignant de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) <hr/> <ul style="list-style-type: none">• Prime spéciale de sujétions (décret n° 76-280 du 18 mars 1976 et arrêté du 18 mars 1976) <i>Montant individuel</i> : 10 % du traitement brut de l'agent non compris l'indemnité de résidence.	<p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

		<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 96-552 du 19 juin 1996) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts des bénéficiaires <i>Montant individuel</i> : maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est le seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)	
		<ul style="list-style-type: none">• Prime forfaitaire mensuelle (décret n° 76-280 du 18 mars 1976 et arrêté du 18 mars 1976) <i>Montant mensuel</i> : 15,24 €	
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) <i>Fonctions</i> : exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. <i>Montant forfaitaire pour 8 h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005</i> : 45,67 € (suit l'évolution de l'indice 100)	(1)
Auxiliaire de soins	Aide-soignant de l'institution nationale des invalides	<ul style="list-style-type: none">• Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)	(1)
		<ul style="list-style-type: none">• Prime de service (décret n° 96-552 du 19 juin 1996) ⇒ Calcul du crédit global : 7,5 % des traitements bruts annuels des bénéficiaires <i>Montant individuel</i> : maximum 17 % du traitement brut de l'agent Lorsque l'agent est seul de son grade (C.E. 12 juillet 1995 Association de défense du personnel de la Fonction Publique Hospitalière)	
		<ul style="list-style-type: none">• Prime forfaitaire mensuelle (décret n° 76-280 du 18 mars 1976 et arrêté du 18 mars 1976) <i>Montant mensuel</i> : 15,24 €	

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

		<ul style="list-style-type: none">• Prime spéciale de sujétions (décret n° 76-280 du 18 mars 1976 et arrêté du 18 mars 1976) Montant individuel : 10 % du traitement brut de l'agent non compris l'indemnité de résidence.	
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches (décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992) Fonctions : exercer les fonctions prévues par le statut particulier un dimanche ou un jour férié. Montant forfaitaire pour 8 h de travail effectif au 1^{er} novembre 2005 : 45,67 € (suit l'évolution de l'indice 100)	(1)
3 - Secteur médico-technique			
Biologiste, vétérinaire et pharmacien : - Classe exceptionnelle - Hors classe - 1 ^{ère} classe - 2 ^{ème} classe	Inspecteur de la santé publique, vétérinaire : - Inspecteur en chef - Inspecteur en chef - Inspecteur - Inspecteur	<ul style="list-style-type: none">• Prime de service et de rendement (décret n° 70-354 du 21 avril 1970) ⇒ Calcul du crédit global : Traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) = $\text{TBMG} = \frac{\text{Traitement brut annuel 1^{er} échelon} + \text{traitement brut annuel de l'échelon terminal}}{2}$ ↳ TBMG × taux × nombre de bénéficiaires Montant individuel : au maximum le double du TBMG Biologiste, vétérinaire et pharmacien classe exceptionnelle : 15 % du TBMG Biologiste, vétérinaire et pharmacien hors classe : 12 % du TBMG Biologiste, vétérinaire et pharmacien 1^{ère} classe : 9 % du TBMG Biologiste, vétérinaire et pharmacien 2^{ème} classe : 9 % du TBMG	
		<ul style="list-style-type: none">• Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 2000-240 du 13 mars 2000 et arrêté du 6 décembre 2002) (remplace la prime de participation aux recettes de laboratoire) Biologiste, vétérinaire et pharmacien classe exceptionnelle : 9 813,00 € Biologiste, vétérinaire et pharmacien hors classe : 9 813,00 € Biologiste, vétérinaire et pharmacien 1^{ère} classe : 8 872,00 € Biologiste, vétérinaire et pharmacien 2^{ème} classe : 8 872,00 €	

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

<p>Assistant médico-technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classe supérieure - Classe normale <p>Cadre de santé assistant médico-technique</p>	<p>Technicien supérieur des services du ministère chargé de l'agriculture : (Direction des services vétérinaires)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef technicien - Technicien principal <p>Surveillant-chef des services médicaux de l'institution nationale des invalides</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ Assistant médico-technique de classe normale jusqu'au 3^{ème} échelon <hr/> <ul style="list-style-type: none"> • Prime de service et de rendement (décret n° 70-354 du 21 avril 1970) <p>⇒ Calcul du crédit global :</p> <p style="text-align: center;">TBMG × taux × nombre de bénéficiaires</p> <p>Montant individuel : maximum le double du TBMG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistant médico-technique de classe supérieure : 5 % - Assistant médico-technique de classe normale : 4 % <hr/> <ul style="list-style-type: none"> • Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 2000-240 du 13 mars 2000, arrêté du 6 décembre 2002 et décret 2004-1226 du 17 novembre 2004) (remplace la prime de participation aux recettes de laboratoire) <ul style="list-style-type: none"> - Assistant médico-technique de classe supérieure : 3 315,00 € - Assistant médico-technique de classe normale : 3173 € 	<p>(1)</p>
<p>Aide médico-technique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide médico-technique qualifié 	<p>Aide technique de laboratoire des établissements d'enseignement agricole publics</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) <hr/> <ul style="list-style-type: none"> • Indemnité d'administration et de technicité (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) 	<p>(1)</p> <p>(1)</p>

(1) voir circulaire C.D.G.

FILIÈRE SPORTIVE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE (Textes de références)	OBSERVATIONS
<p>Conseiller des activités physiques et sportives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseiller principal des A.P.S - Conseiller des A.P.S. 	<p>Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hors classe - Classe normale 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité de sujétions spéciales des conseillers des activités physiques et sportives</u> (décret n° 2004-1055 du 1^{er} octobre et arrêté du 1^{er} octobre 2004) <p>Fonctions : sujétions spéciales dans l'exercice des fonctions</p> <p>Taux de référence annuel : 4 215 €</p> <p>Attribution individuelle entre 80 % et 120 % du taux de référence annuel.</p>	<p>L'indemnité est non cumulable avec une concession de logement à titre gratuit.</p>
<p>Educateur des activités physiques et sportives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Educateur hors classe - Educateur de 1^{ère} classe - Educateur de 2^{ème} classe 	<p>Secrétaire administratif de préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classe exceptionnelle - Classe supérieure - Classe normale 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002) ↳ les E.A.P.S. de 2^{ème} classe jusqu'au 7^{ème} échelon 	(1)
		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002) ↳ les E.A.P.S. de 2^{ème} classe jusqu'au 7^{ème} échelon 	(1)
		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002) ↳ les E.A.P.S. hors classe et 1^{ère} classe ↳ les E.A.P.S. de 2^{ème} classe à compter du 8^{ème} échelon 	(1)
		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997) 	(1)

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

Opérateur des activités physiques et sportives : - Opérateur principal des A.P.S - Opérateur qualifié des A.P.S - Opérateur des A.P.S	Adjoint administratif des services déconcentrés (préfecture) : - Adjoint administratif 1 ^{ère} classe - Adjoint administratif 2 ^{ème} classe - Adjoint administratif	• <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)	(1)
		• <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)	(1)
		• <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	(1)
Aide opérateur	Agent administratif 1 ^{ère} classe (préfecture)	• <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> (décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)	(1)
		• <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> (décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)	(1)
		• <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> (décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)	(1)

(1) voir circulaire CDG

(suite)

FILIÈRE ANIMATION

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois concernés	FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT corps équivalents	RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE (Textes de références)	OBSERVATIONS
Animateur : - Animateur chef - Animateur principal - Animateur	Secrétaire administratif de préfecture : - Classe exceptionnelle - Classe supérieure - Classe normale	• <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)</i> ↳ Animateur jusqu'au 7 ^{ème} échelon	(1)
		• <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> <i>(décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)</i> ↳ Animateur jusqu'au 7 ^{ème} échelon	(1)
		• <u>Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002)</i> ↳ Animateur chef et animateur principal ↳ Animateur à partir du 8 ^{ème} échelon	(1)
		• <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i>	(1)
Adjoint d'animation : - Adjoint d'animation principal - Adjoint d'animation qualifié - Adjoint d'animation	Adjoint administratif des services déconcentrés (préfecture) : - Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe - Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe - Adjoint administratif	• <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)</i>	(1)
		• <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> <i>(décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)</i>	(1)
		• <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i>	(1)

(1) voir circulaire C.D.G.

(suite)

Agent d'animation : - Agent d'animation qualifié	Agent administratif des services déconcentrés (préfecture) : - 1 ^{ère} classe	• <u>Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires</u> <i>(décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002)</i>	(1)
		• <u>Indemnité d'administration et de technicité</u> <i>(décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002)</i>	(1)
		• <u>Indemnité d'exercice de missions des préfectures</u> <i>(décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997)</i>	(1)

(1) voir circulaire C.D.G.